

16-499

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du 10 décembre 2024 à 19 h

Le Maire certifie,

Objet de la délibération

MODIFICATION DE LA
DELIBERATION N°16-474 DU 4
MAI 2021 METTANT EN PLACE
LE REGIME INDEMNITAIRE
TENANT COMPTE DES
FONCTIONS, DES SUJETIONS,
DE L'EXPERTISE ET DE
L'ENGAGEMENT
PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

Modèle n° 85 B

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201493-20241210-16-499-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/12/2024
Affichage : 16/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Maire,
S. PERCET

- 1° - Que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi, que la délibération ci-après transcrite, textuellement extraite du registre des procès-verbaux du Conseil, a été affichée, par extrait, à la porte de la Mairie le lendemain et qu'il n'a été présenté aucune observation.
- 2° - Que ladite délibération a été adoptée à l'unanimité
- 3° - Que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance, était de 29 sur lesquels il y avait 22 membres présents, à savoir :

1	Serge PERCET	16	Jean-Claude CLOUPET
2	Marie-Antoinette BENY	17	Hélène TISSOT
3	Georges ROCHETTE	18	Jacinto RODRIGUES
4	Marie-Odile MOULAGER	19	Erycka VACHERON
5	Robert DEVOUCOUX	20	Claude NIGON
6	Sandra LIEBART	21	Martine CHAVAGNEUX
7	Claude GERBAUD	22	Jean-Yves KNECHT
8	Dominique AVRIL	23	Jacqueline DUMILLIER
9	Jean ESPEJO	24	Philippe MIKHAILOFF
10	Sylvie LAFFONT	25	Yvette MORETTON
11	Thomas CHABANNES	26	Christophe DANTAN
12	Marie REVOLIER	27	Christel GIRAUD
13	Sylvain MARCHAND	28	Patrick TARKA
14	Claudie GAURIAT	29	Daniel FERNANDEZ
15	Maxime MOULIN		

Etaient présent(e)s : Serge PERCET, Marie-Antoinette BENY, Georges ROCHETTE, Marie-Odile MOULAGER, Robert DEVOUCOUX, Dominique AVRIL, Jean ESPEJO, Thomas CHABANNES, Marie REVOLIER, Sylvain MARCHAND, Maxime MOULIN, Hélène TISSOT, Jacinto RODRIGUES, Erycka VACHERON, Claude NIGON, Martine CHAVAGNEUX, Jacqueline DUMILLIER, Philippe MIKHAILOFF, Yvette MORETTON, Christophe DANTAN, Christel GIRAUD, Daniel FERNANDEZ

Absent(e)s avec procuration : Sandra LIEBART (pouvoir Marie-Antoinette BENY), Claude GERBAUD (pouvoir Serge PERCET), Sylvie LAFFONT (pouvoir Jean ESPEJO), Claudie GAURIAT (pouvoir Maxime MOULIN), Patrick TARKA (pouvoir Robert DEVOUCOUX)

Absent(e) excusé(e) : Jean-Claude CLOUPET, Jean-Yves KNECHT

Secrétaire élu(e) pour la durée de la session : Maxime MOULIN

16-499 – Modification de la délibération n°16-474 du 4 mai 2021 mettant en place le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP)

Vu l'avis du comité social territorial du 25 novembre 2024

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal que le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) a été mis en place dans la commune par une délibération du Conseil municipal du 4 mai 2021.

Cependant, après plus de trois ans d'utilisation, des modifications sont nécessaires afin d'éclaircir certains points.

- Prise en compte des jours de carences

Monsieur le Maire propose de préciser pour la 1^{ère} partie des primes versées mensuellement que celle-ci n'est pas versée sur les jours de carence.

- Continuité d'absences entre deux années calendaires

Monsieur le Maire propose de préciser pour la 1^{ère} partie des primes versées mensuellement que celle-ci continuera à ne pas être versée en janvier si l'agent continue à être en arrêt maladie dans la continuité d'un arrêt ayant commencé l'année précédente et ayant entraîné la réduction de la prime mensuelle.

- Proratisation de la part annuelle de prime versée sur l'année N+1

La délibération prévoit des modalités de proratisation différentes en fonction de la partie mensuelle et de la partie annuelle. Ainsi la modulation prévue pour la partie versée mensuellement prévoit que le régime indemnitaire continuera d'être versé pendant les 30 premiers jours d'arrêt maladie cumulés sur une année calendaire, au-delà, le régime indemnitaire ne sera plus versé en cas d'arrêt de l'agent pour maladie au prorata du nombre de jours d'arrêt maladie excédent les 30 jours. Il sera maintenu en cas d'accident de travail, congé maternité ou d'adoption et congé paternité.

La 2^{ème} partie versée en janvier de l'année N+1 indique de son côté que le régime indemnitaire a vocation à être réajustée, après chaque entretien professionnel et il appartient à l'autorité territoriale d'apprécier si l'impact de l'absence sur l'atteinte des résultats, eu égard notamment à sa durée et compte tenu de la manière de servir de l'agent, doit ou non se traduire par une baisse. Il sera maintenu en cas d'accident de travail, de congé maternité ou d'adoption et de congé paternité. En cas de disponibilité d'office pour raison de santé, le régime indemnitaire ne sera plus versé.

Or cette seconde écriture entraîne des difficultés d'application, notamment concernant le calcul des jours liés au passage à demi-traitement qui se calcul en année glissante.

Aussi, afin d'harmoniser le calcul des deux parts de régime indemnitaire, Monsieur le Maire propose de calculer la proratisation des absences selon les modalités prévues pour la partie mensuelle à savoir qu'il sera proratisé du nombre de jours d'arrêt maladie excédent les 30 jours sur une année calendaire.

La nouvelle rédaction de l'article de la délibération serait donc le suivant :

Article 4 c) Les absences

Pour l'IFSE :

Pour la 1^{ère} partie versée mensuellement : le régime indemnitaire continuera d'être versé pendant les 30 premiers jours d'arrêt maladie cumulés sur une année calendaire, hors jours de carence pour lesquels aucune rémunération n'est versée, au-delà, le régime indemnitaire ne sera plus versé en cas d'arrêt de l'agent pour maladie au prorata du nombre de jours d'arrêt maladie excédent les 30 jours. Le régime indemnitaire ne sera également pas versé lorsque qu'en début d'année l'agent est en arrêt pour maladie dans la continuité d'un arrêt ayant démarré l'année précédente et ayant entraîné la suspension du versement de la prime. Il sera maintenu en cas d'accident de travail, congé maternité ou d'adoption et congé paternité.

Pour la 2^{ème} partie versée en janvier de l'année N+1 : le régime indemnitaire sera proratisé en fonction du nombre de jours d'arrêt maladie excédent les 30 jours. Il sera maintenu en cas d'accident de travail, de congé maternité ou d'adoption et de congé paternité. En cas de disponibilité d'office pour raison de santé, le régime indemnitaire ne sera plus versé.

Pour le CIA :

Le montant du CIA a vocation à être réajusté, après chaque entretien professionnel et il appartient à l'autorité territoriale d'apprécier si l'impact de l'absence sur l'atteinte des résultats, eu égard notamment à sa durée et compte tenu de la manière de servir de l'agent, doit ou non se traduire par une baisse.

Oùï et délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Modifie la rédaction de l'article 4 a) de la délibération n°16-474 du 4 mai 2021 mettant en place le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) relatif aux absences
- Dit que la 1^{ère} partie du régime indemnitaire ne sera pas versé lors des jours de carence
- Dit que la 1^{ère} partie du régime indemnitaire ne sera pas versé lorsque qu'en début d'année l'agent est en arrêt pour maladie dans la continuité d'un arrêt ayant démarré l'année précédente et ayant entraîné la suspension du versement de la prime
- Dit que la 2^{ème} partie du régime indemnitaire sera proratisé en fonction du nombre de jours d'arrêt maladie excédent les 30 jours.
- Dit qu'en conséquence l'article 4 est modifié de la façon suivante :

Article 4 c) Les absences

Pour l'IFSE :

Pour la 1^{ère} partie versée mensuellement : le régime indemnitaire continuera d'être versé pendant les 30 premiers jours d'arrêt maladie cumulés sur une année calendaire, hors jours de carence pour lesquels aucune rémunération n'est versée, au-delà, le régime indemnitaire ne sera plus versé en cas d'arrêt de l'agent pour maladie au prorata du nombre de jours d'arrêt maladie excédent les 30 jours. Le régime indemnitaire ne sera également pas versé lorsque qu'en début d'année l'agent est en arrêt pour maladie dans la continuité d'un arrêt ayant démarré l'année précédente et ayant entraîné la suspension du versement de la prime. Il sera maintenu en cas d'accident de travail, congé maternité ou d'adoption et congé paternité.

Pour la 2^{ème} partie versée en janvier de l'année N+1 : le régime indemnitaire sera proratisé en fonction du nombre de jours d'arrêt maladie excédent les 30 jours. Il sera maintenu en cas d'accident de travail, de congé maternité ou d'adoption et de congé paternité. En cas de disponibilité d'office pour raison de santé, le régime indemnitaire ne sera plus versé.

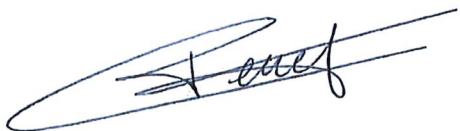
Pour le CIA :

Le montant du CIA a vocation à être réajusté, après chaque entretien professionnel et il appartient à l'autorité territoriale d'apprécier si l'impact de l'absence sur l'atteinte des résultats, eu égard notamment à sa durée et compte tenu de la manière de servir de l'agent, doit ou non se traduire par une baisse.

Fait à Montrond-les-Bains, le 11 décembre 2024

Le Maire,

Serge PERCET



Le secrétaire de séance,

Maxime MOULIN

